

COUPE DU MONDE

TF1 retransmettra les matchs de l'Algérie

S'il est quasi acquis que le bouquet Art sport a vendu tous ses produits football à la chaîne qatarie, Al Jazeera Sport, qui retransmettra tous les grands événements footballistiques à venir pour le monde arabe, TF1 n'en sera par pour autant «pénalisée» dans la mesure où elle aura, outre les matches de l'équipe de France, à retransmettre, les rencontres de la Coupe du monde de la Côte d'Ivoire et, pour une première, celles de l'EN d'Algérie, qualifiée à la 19^e phase finale de la CM, programmée l'été prochain en Afrique du Sud.

L'information est de taille ! Les Verts font courir les médias d'outre-mer, autrefois consacrés sur la seule image des Bleus et depuis 2006 des Eléphants de la Côte d'Ivoire, présents au Mondial allemand. A l'occasion du Mondial africain, les télévisions hexagonales ont mis le paquet, d'abord, lors des éliminatoires, par le truchement de nombreux reportages consacrés aux sélections maghrébines et à celles d'Afrique de l'Ouest, Cameroun et Côte d'Ivoire particulièrement. L'objectif est clair, contrairement aux images qui ont de fortes chances d'être, lors du Mondial-2010, cryptées : gagner des marchés publicitaires auprès d'une population télévisuelle ciblée qui a l'avantage d'avoir des prédispositions aussi bien linguistiques qu'historiques avec la France.

La retransmission des matches de l'Algérie n'est pas, tout compte fait, due au hasard. Elle n'est surtout pas hasardeuse. La concurrence des chaînes des pays du Golfe, mais également les bouquets câblés qui polluent les cieux et les affaires commerciales des télévisions privées en France n'est pas, en tout cas, une opération de charme envers les deux millions d'immigrés d'origine algérienne qui vivent là-bas. Les démonstrations populaires des fans à l'issue de chaque victoire des Verts lors des éliminatoires ont certainement inspiré les maîtres-penseurs du groupe dirigé par Martin Bouygues. Une entreprise qui a entamé depuis peu une cure d'amaigrissement de ses effectifs et qui, par-dessus tout, voulait revendre une partie des droits de diffusion des matches du

Mondial de football 2010.

La première chaîne de télévision privée qui avait acquis l'intégralité des droits de retransmission des Coupes du monde 2010 et 2014 pour 120 et 140 millions d'euros s'est rendue compte qu'elle ne rentrerait pas dans ses frais juste en amassant les recettes publicitaires engrangées autour d'un tel événement planétaire. Ces dernières sont estimées à 45 millions d'euros.

Aussi, le cryptage du signal a été un des mécanismes permettant de renflouer les caisses. TF1 a voulu vendre une partie du «produit Coupe du monde» pour M6, Canal + et France Télévisions sous forme de package.

Néanmoins, les matches proposés à la vente interviennent à des tranches horaires très peu porteuses. Afin de limiter les pertes, TF1 espérait revendre les matches prévus à 16h30 et conserver ceux programmés à 20h30 sans oublier les matches de la sélection de Raymond Domenech.

M6 a jugé l'affaire «pas bonne à prendre» et a refusé la proposition. Dès lors, les «rabatteurs» de TF1 se dirigeront vers France Télévisions, un groupe public qui pourrait d'ailleurs diffuser de la publicité sur les



Photo : DR

matches organisés à 16h30. L'arrivée des chaînes de la télévision numérique terrestre (TNT), les audiences en chute, la crise économique et les revenus publicitaires plutôt dérisoires, TF1 mise sur des palliatifs que pourraient offrir le produit Algérie, Côte d'Ivoire ou bien Cameroun.

Le risque d'une sortie

prématurée des Tricolores, tombés dans le groupe du pays organisateur, dès le premier tour, peut être un autre élément qui a poussé les démarcheurs de TF1 à se rabattre sur la diffusion des matches des pays africains, dont ceux de l'Algérie, en mesure d'éviter un gouffre financier plus important que celui connu en 2002

et le Mondial (Japon- Corée Sud) raté par la France de Roger Lemerre.

A l'époque, le contrat signé entre TF1 et KirchMedia donnait l'exclusivité des droits TV en France aux chaînes du groupe Bouygues (TF1, LCI et Eurosport France). La plupart des matches ont été diffusés en direct sur TF1. Seule une dizaine, sur les soixante-quatre, sont passés sur Eurosport France. Les pertes ont été colmatées par des recettes sur les dérivés d'un tel événement (pub y compris).

Toutefois, lors du Mondial-2006, en Allemagne, le groupe a changé de stratégie. Les matches passaient en clair sur TF1 et M6, mais en crypté sur Canal+ et Eurosport France.

Les chaînes privées (TF1 et M6) se sont partagées la diffusion en clair de 55, des 64 matches tandis que les chaînes payantes (Canal+ et Eurosport) avaient l'intégralité du produit.

L'audimat de M6, chaîne destinée à une population jeune, a décuplé, alors qu'un spot de trente (30) secondes sur TF1 a atteint la somme record de 250 000 euros. Le clin d'œil de TF1 pour les Verts n'a rien d'un hasard.

M. B.

AL BARADAI POSE LES CONDITIONS D'UNE ÉLECTION LIBRE EN ÉGYPTÉ

L'homme qui fait peur aux Moubarak

Sa fièvre d'après-disqualification atténuée, l'Egypte tressaille à convulser face à ses tâches domestiques un moment délaissées. Le délire passé, le clan Moubarak ouvre les yeux sur la menace Al Baradai. Peur panique chez les dépositaires du régime.

Sofiane Aït Ifflis Alger (Le soir)- Si la personnalité d'Al Baradai n'avait pas existé, Hosni Moubarak et ses égéries ne se seraient certainement pas amusées à la fabriquer. L'ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) lorgne sérieusement le trône que le président Moubarak aurait à l'idée de léguer à son rejeton, Djamel Moubarak. Al Baradai, dont la lune de miel filée avec l'opposition est un secret de Polichinelle, se poste en postulant le plus à même de fausser les calculs de Moubarak. Rien qu'à l'annonce de sa probable candidature pour la présidence égyptienne, le clan Moubarak, qui a régné sans partage sur la vallée du Nil des décennies durant, panique, sonne le tocsin pour sa presse pour descendre en flammes ce concurrent gênant. Aussitôt ordonné, aussitôt exécuté. La presse proche du pouvoir égyptien, puisant dans sa réserve de fiel, a pris en mire Al Baradai. Acharnement. Les journaux *Al Ahram* et *Al Djamhouria* n'y sont pas, en effet, allés de main morte pour vilipender celui que le clan Moubarak semble avoir désigné comme ennemi à abattre. L'une comme l'autre publication cairote a prestement concocté les potions

qui jusque-là ont fait recette dans le monde arabe, s'agissant de vouer aux gémonies des adversaires politiques. Al Baradai, qui doit sa notoriété internationale à ses activités en tant que directeur de l'AIEA, une agence onusienne, est accusé des pires tares que, dans la compréhension des Egyptiens, pouvait charrier un postulant à la magistrature suprême : l'inexpérience politique mais surtout la jouissance de la double nationalité.

Les médias égyptiens, au professionnalisme douteux — on a eu tout le loisir de le vérifier —, se sont fendu expressément de ces deux reproches à l'encontre d'Al Baradai pour enfin conclure qu'il ne pouvait, de ce seul fait, être candidat à la présidentielle. A lire les commentaires de la presse cairote, pour Al Bradai, la cause est entendue.

La Constitution égyptienne, font-ils remarquer, exclut les binationaux de la course au trône. Argument de parade, s'il en est. Car Al Baradai n'a pour le moment pas fait acte de candidature solennelle pour examiner son engagement à l'aune de la Constitution. Le Nobel de la paix, qui a traqué bien des fissions atomiques, ne semble dupe de rien. Il sait que



Photo : Samir Sid

ses seules notoriété et hardiesse ne suffiront pas à faire de lui le successeur de Moubarak en 2011. Il est conscient que sa candidature serait vaine tant que les règles du jeu électoral sont dictées par le régime égyptien. Aussi, a-t-il choisi d'attaquer de ce côté-là. Dans un communiqué rendu public, Al Baradai pose la question des conditions à réunir pour une compétition électorale loyale. Agé de 67 ans, dont 12 années passées à la tête de l'AIEA, Al Baradai a revendiqué une supervision internationale de l'élection présidentielle de 2011. Pour lui, c'est la seule garantie de transparence du scrutin. Sans être franchement partisan, du moins jusque-là, Al Baradai revendique aussi la réforme des conditions d'éligibilité à la tête de l'Etat égyptien. Il réclame que la possibilité de candidature soit ouverte à l'ensemble des

citoyens égyptiens, qu'ils aient une chapelle partisane ou pas. Ceci sans omettre d'appeler à la levée de toutes les entraves constitutionnelles que le régime dresse devant les ambitions politiques des Egyptiens.

Le clan Moubarak semble vivre ces propositions-revendications comme des crimes de lèse-trône. D'où sa réaction virulente, le moins qu'on puisse écrire, traduite dans un premier temps pas une levée de boucliers médiatique. *Al Ahram* a reproché crûment à Al Bradai d'appeler, voire fomenter un coup d'Etat constitutionnel pour, écrit le journal, qu'il puisse se porter candidat. *Al Ahram*, tout comme *Al Djamhouria*, a accusé aussi Al Baradai de faire siennes les revendications d'organisations étrangères, relayées par des associations nationales telle l'Association pour la protection des minorités.

C'est à peine s'il n'est pas reproché à Al Baradai de faire lui-même partie des minorités. D'ailleurs la conclusion à laquelle sont parvenus les deux journaux est en l'espèce édifiante : Al Baradai ne connaît pas bien l'Egypte. Sentence que formule à sa manière le journal *Al Massai* qui a titré : «Un président importé pour l'Egypte.» On le voit bien, la candidature d'Al Baradai dérange Moubarak et les siens. En témoigne cet acharnement éditorial à son encontre, alors qu'il n'a fait jusque-là que poser les conditions d'une éventuelle inscription en course. Il veut jouer à la régulière, et cela n'agréé pas les tenants du pouvoir en place. Moubarak sait pertinemment que son rejeton de fils ne fera que piètre figure face à une candidature aussi calibrée que celle d'Al Baradai. Ce dernier est, au demeurant, courtois par le principal parti d'opposition en Egypte qui, déjà, lui offre la présidence pour pouvoir postulé à la présidence en toute aisance. Le régime électoral égyptien impose pour les candidatures partisanes un minimum d'une année de membre de la direction d'un parti politique. Et pour les candidatures indépendantes, il est exigé le parrainage de 250 hommes politiques, dont au moins 65 députés et 25 sénateurs et 10 élus municipaux. C'est largement à la portée d'Al Baradai.

S. A. I.